

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DCPAT n°2018-188 du 29 NOV. 2018, portant mise en demeure de respecter l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral DRE n°2012-182 du 26 septembre 2012 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation aux entrepôts de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et R.512-33,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté DRE n°2012-182 du 26 septembre 2012 prescrivant à la société MGF Logistique Soa-Gennevilliers de nouvelles conditions d'exploitation concernant les entrepôts situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le courrier de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr en date du 20 février 2018 déclarant une réduction du volume de liquides inflammables qui a pour conséquence un changement du régime de classement passant de l'autorisation à la déclaration au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le courrier préfectoral du 30 mai 2018 prenant acte des changements apportés aux conditions d'exploitation du site susvisé, de la mise à jour du tableau de classement de l'établissement et rappelant la nécessité de procéder à la mise à jour de l'étude de dangers avec une date d'échéance fixée au 15 août 2018,

Vu l'étude de dangers remise dans le cadre de la demande de modifications des installations classées en date du 21 février 2012 et modifiée le 11 mai 2012 puis le 25 mai 2012 ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant pour établir un porter à connaissance en matière de préconisations d'urbanisme, considérant les risques technologiques autour de l'établissement, en date du 4 juin 2013 ;

Vu le porter à connaissance en matière de préconisations d'urbanisme autour de l'établissement, adressé au maire de Gennevilliers, par courrier en date du 7 octobre 2014 ;

Vu le courrier de réponse de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr en date du 28 juin 2018, estimant qu'il n'est pas nécessaire de lui imposer une mise à jour de son étude de dangers,

Vu le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) en Ile-de-France du 24 septembre 2018 qui propose à l'issue de l'examen du courrier de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr du 28 juin 2018 de maintenir la demande de mise à jour de l'étude de dangers et de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2012 visé ci-dessus et invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de 15 jours,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 septembre 2018 transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 septembre 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

Vu le courrier de réponse de l'exploitant en date du 3 octobre 2018,

Vu la note de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE en Ile-de-France du 26 octobre 2018 proposant de maintenir la proposition de mise en demeure,

Considérant que l'étude de dangers remise en 2012 a retenu des phénomènes dangereux avec des effets hors-site, liés notamment à l'activité de stockage de liquides inflammables, activité soumise au régime de l'autorisation au regard de la nature des produits et des volumes présents sur site;

Considérant que le porter à connaissance en matière de risques technologiques autour de l'établissement en date du 7 octobre 2014 a été élaboré sur la base de l'étude de dangers remise en 2012 ;

Considérant que le porter à connaissance en date du 7 octobre 2014 fait porter aux tiers des restrictions d'usage des terrains voisins, en considération des activités de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr, autorisées par l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2012 précité ;

Considérant que la modification des installations de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr, qui a été portée à la connaissance de l'Etat le 20 février 2018, est notamment relative à une réduction des volumes de stockage de liquides inflammables ;

Considérant que la modification précitée a été jugée comme étant notable et a donné lieu à une mise à jour du tableau de classement de l'établissement par courrier préfectoral du 30 mai 2018,

Considérant que l'activité de stockage de liquides inflammables est désormais au regard de la nature et le volume des produits, soumise au régime de la déclaration ;

Considérant que l'inspection des installations classées a demandé la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement à plusieurs reprises et qu'elle a proposé que cette mise à jour se restreigne aux seuls phénomènes dangereux liés à l'activité de stockage de liquides inflammables ;

Considérant l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-182 du 26 septembre 2012 susvisé qui prévoit que les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

Considérant la non-conformité notable relevée, consistant à ce que contrairement à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-182 du 26 septembre 2012 susvisé, l'exploitant n'a pas actualisé l'étude de dangers ;

Considérant que la réduction de l'activité de stockage de liquides inflammables de la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr pourrait remettre en cause les restrictions d'usage des terrains voisins s'imposant aux tiers, établies par le porter à connaissance en date du 7 octobre 2014 ;

Considérant que pour modifier le porter à connaissance en matière de risques technologiques autour de l'établissement, l'exploitant est tenu de mettre à jour l'étude de dangers au regard du volume actuel des installations classées ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr de respecter l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2012,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr, représentée par son directeur et qui exploite des entrepôts au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-182 du 26 septembre 2012 modifié.

ARTICLE 2

Pour répondre à l'article 1^{er}, la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr devra transmettre, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification de l'arrêté, un justificatif de la commande de la prestation visant à mettre à jour l'étude de dangers ;

ARTICLE 3

Pour répondre à l'article 1^{er}, la société XPO Supplychain Paris & Ouest Fr devra transmettre, **dans un délai de six mois** à compter de la notification de l'arrêté, l'étude de dangers révisée.

ARTICLE 4 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 6 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

